

**Convention collective**

IDCC : 9821. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES, ÉLEVAGES,  
ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES  
ET CUMA  
(TARN-ET-GARONNE)  
(21 décembre 1977)**

(Etendue par arrêté du 1<sup>er</sup> août 1978,  
*Journal officiel* du 6 septembre 1978)

■ *Journal officiel* du 5 mars 2010

**Arrêté du 25 février 2010 portant extension d'un avenant à la convention collective de travail concernant les exploitations agricoles, les élevages, les entreprises de travaux agricoles et les CUMA du département de Tarn-et-Garonne (n° 9821)**

NOR : AGRS1005646A

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 2261-15 et suivants et R. 2231-1 ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 1978 portant extension de la convention collective de travail du 21 décembre 1977 concernant les exploitations agricoles, les élevages, les entreprises de travaux agricoles et les CUMA du département de Tarn-et-Garonne et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 16 septembre 2009 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 17 février 2010 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'avenant n° 82 du 16 septembre 2009 à la convention collective du 21 décembre 1977 concernant les exploitations agricoles, les élevages, les entreprises de travaux agricoles et les CUMA du département

de Tarn-et-Garonne sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 février 2010.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des affaires financières,  
sociales et logistiques,*  
F. DE LA GUÉRONNIÈRE

*Nota.* – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/49, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7<sup>e</sup>), au prix de 8,20 €.